

## SOZIALES

FESTIVAL DES MIGRATIONS

# Victime de son succès

David Wagner

Le festival fête déjà ses 28 ans : l'âge de la maturité et des petits ennuis.



ILLUSTRATION: CLAE

**Malgré un succès qui ne se dément pas, les organisateurs du traditionnel et populaire Festival des migrations doivent faire face à des soucis financiers et coups du sort.**

Dur, dur d'être pionnier. C'est ce que doivent se dire les organisateurs du traditionnel Festival des migrations, de la culture et de la citoyenneté qui a lieu à la mi-mars depuis déjà 28 ans. Peu à peu, la rencontre militante et associative qui fait figure pour bon nombre d'activistes de printemps politique s'est muée en grande fête populaire. Et si les halles de Luxexpo à Kirchberg permettent d'accueillir bien plus de monde, certains vieux de la veille restent nostalgiques de l'ambiance plus intime de l'époque où l'événement se déroulait à la salle Victor Hugo à Limpertsberg. Mais voilà, une initiative de riverains, combinée à des questions de sécurité ont déplacé la rencontre annuelle dans les halles stériles de Kirchberg - non moins aseptisé. Toutefois, la ville de Luxembourg a pris en charge les frais supplémentaires de ce changement de localité, car si la location de la salle plus modeste du Limpertsberg s'élevait à 40.000 euros, le Clae (Comité de liaison et d'action des associations étrangères), qui organise le festival, doit désormais déboursier 100.000 euros pour les Foires.

Ce qui ne l'empêche pas de se retrouver dans une situation financière délicate, car à nouveau le Festival a coûté plus qu'il n'a rapporté, ce qui laisse un trou de 15.000 à 20.000 euros dans la caisse, comme l'ont rapporté ses dirigeants lors d'une conférence de presse en ce début de semaine. Et puis, il y a eu ce coup du sort voici à peine quelques mois : les locaux du Clae à Gasperich ont subi un méchant incendie, probable-

ment provoqué involontairement par quelques gamins du quartier. Il n'empêche que l'ensemble du matériel dédié au Festival et stocké dans la cave est parti en fumée. Quant aux locaux au rez-de-chaussée, ils n'ont heureusement subi que des dommages collatéraux, mais néanmoins pénibles. Résultat : les coûts des dégâts s'élèvent à 220.000 euros. Et comme les assurances ne sont pas des organisations philanthropiques, elles se montrent particulièrement tatillonnes lorsqu'il s'agit de faire ce pourquoi leurs assurés les paient : pour l'instant, le Clae n'a reçu qu'un acompte de 100.000 euros avant que les responsabilités respectives (les locaux sont détenus par le Fonds du Logement) ne soient clairement établies.

Mais ce qui embête le plus le Clae, ce sont deux de ses projets qui n'ont pas été reconduits : le premier étant « Citoyennetés égales » et l'autre « Littérature et culture des pays tiers ». Ces deux projets étaient financés par le Fonds européen pour l'intégration. « Cela ne sert à rien de financer un projet qui marche pendant trois ans pour ensuite le laisser tomber », nous confie amèrement Franco Barilozi, l'infatigable secrétaire général du Clae. D'autant plus que deux personnes vont devoir être licenciées.

## Divergences d'interprétation

« Le problème, c'est que nous n'avons pas réellement vu la plus-value de ces projets et nous ne savions pas vraiment comment les justifier auprès de la Commission européenne », rétorque à notre demande Christiane Martin, commissaire au gouvernement pour les étrangers. Car c'est à la demande des associations qui présentent leurs projets que l'Etat luxembourgeois présente par la

suite des demandes de subsides auprès de l'Union européenne. Celle-ci alloue l'argent à travers son fonds pour l'intégration. Mais voilà, l'emploi de ces deniers publics sera par la suite scrupuleusement scruté par la Cour des comptes européenne. « Et nous avons déjà un mauvais pressentiment concernant le verdict sur le financement de ces deux projets », poursuit-elle.

Mais alors que l'Olai (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) estime qu'en fine le projet « Citoyennetés égales » ne faisait que reprendre, à un niveau grand-régional, des revendications politiques déjà portées par les associations nationales, Barilozi y voit un jugement plus politique : « Les politiques migratoires diffèrent d'un pays de la Grande Région à l'autre. Il nous paraissait intéressant de regrouper des associations de cet espace territorial pour créer des synergies et faire avancer ensemble des revendications. Même si les autorités ne le disent pas clairement, nous comprenons bien que le non renouvellement du financement de ces projets a un caractère politique ». C'est le caractère vicieux du subventionnement public et de l'indépendance politique des organisations : l'argent constituant le nerf de la guerre, il n'est jamais donné « gratuitement ». Et s'il est retiré pour des motifs administratifs ou bureaucratiques, il est toujours difficile de prouver les éventuelles motivations politiques qui pourraient se cacher derrière.

En tout cas, une entrevue avec la ministre de la famille, Marie-Josée Jacobs est prévue pour la semaine prochaine. Ces questions financières seront à l'ordre du jour, notamment la possibilité de financer les deux projets par le biais de l'Etat. Mais Chris-

tiane Martin se montre dubitative, notamment en raison de la politique de restrictions budgétaires voulue par le gouvernement : « Nous allouons déjà chaque année un budget de 92.000 euros au Clae, ce qui lui permet d'employer sept permanents. Le problème, c'est que l'on ne peut pas dépenser plus d'argent qu'il n'en est disponible. Le Festival devrait peut-être prendre une taille plus modeste. » Et de rappeler que l'Olai avait déjà proposé au Clae de n'organiser le Festival qu'une année sur deux, ce que les responsables du Clae ont refusé.

Mais Barilozi se veut toutefois rassurant : le Festival en lui-même n'est pas compromis. « L'organisation s'appuie sur un grand nombre de bénévoles et nous tentons aussi de partager les frais avec les organisations qui le peuvent ». Et si l'année passée avait enregistré un record de visites avec près de 30.000 personnes sur tout le week-end, cette année en aura compté probablement 5.000 de moins. Aléas de la météo probablement, car le Festival doit compter avec l'extrême variabilité des ciels luxembourgeois de la mi-mars, qui peuvent aller du meilleur au pire. Et cette année, le temps était plutôt au ciel bleu. C'est d'autant plus dommage que les tables rondes proposées cette année ont été assez bien visitées et proposaient des sujets éminemment politiques : économie solidaire, Alba (Alliance bolivarienne des Amériques), l'intégration politique des Monténégrins ou encore la situation des Roms au Luxembourg. « Nous devons encore apprendre à communiquer sur le succès et la qualité des tables rondes », concède Barilozi. Et cela est tout aussi important que les questions pécuniaires.